

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 05/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FIDAY GESTION

5 route de l'Industrie
BP 20
70360 CHASSEY LES SCEY

Références : UID257090/SPR/RD/BM 2022 - 0912E
Code AIOT : 0005901100

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/09/2022 dans l'établissement FIDAY GESTION implanté 5 route de l'Industrie BP 20 70360 CHASSEY LES SCEY. L'inspection a été annoncée le 24/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du passage en niveau de crise sécheresse de l'Axe Saône le 8 août, en 2021 FIDAY Gestion est la 26ème ICPE prélevant le plus d'eau en Région Bourgogne Franche Comté et la 34ème pour ce qui est de la consommation nette.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FIDAY GESTION
- 5 route de l'Industrie BP 20 70360 CHASSEY LES SCEY
- Code AIOT : 0005901100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

FIDAY Gestion fabrique des tambours et disques de freins pour les poids lourds. FIDAY Gestion exerce une activité de fonderie, elle possède un cubilot d'une capacité de production de 19t/h. Début 2022 le système de refroidissement est passé en circuit fermé ce qui a pour conséquence de

diminuer des prélèvements en eau (-20% environ) dans la Saône.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Art. 5	/	Sans objet
2	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet
3	Registre	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet
4	Adaptation des prescriptions sur les prélèvements	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article Art. 2	/	Sans objet
5	Adaptation des prescriptions sur les prélèvements	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article Art. 2	/	Sans objet
6	Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article Art. 2	/	Sans objet
7	Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article Art. 2	/	Sans objet
8	Rejets	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article Art. 3	/	Sans objet
9	Prélèvements autorisés	Arrêté Préfectoral du 16/08/2016, article Art. 4.1.1	/	Sans objet
10	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 16/08/2016, article Art. 4.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La personne en charge du suivi des prélèvements et rejets d'eau est en congé et sera de retour semaine 37.

Globalement le site a diminué sa consommation d'eau de 20% par rapport à l'an dernier. L'activité a redémarré le 22/08 après l'arrêt annuel pour maintenance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Art. 5
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet de son département (direction départementale des territoires, service police de l'eau) une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau lorsque le seuil de crise est constaté. Cette demande ne peut concerner que les usages interdits et uniquement pour des raisons de santé publique, de salubrité publique et de sécurité publique. La décision concernant cette demande d'adaptation sera notifiée à l'intéressé et rendue publique sur le site internet des services de l'État du département concerné. Concernant les mesures de restriction, un délai d'adaptation pour les usages agricoles, industriels et commerciaux est possible pour la seule année 2022 : au cours de cette année transitoire, le préfet peut autoriser le maintien des mesures de restrictions publiées antérieurement en lieu et place de celles prescrites à l'annexe 4 du présent arrêté.
Constats : Aucune dérogation n'a été demandée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les activités industrielles(dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation est > à 7000 m ³ /an : - Seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus en cas de crise Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est mis à la disposition en cas de contrôle.
Constats : FIDAY Gestion a réduit sa consommation d'eau de 20% entre 2021 et 2022. L'exploitant a prélevé 252 949 m ³ d'eau dans le canal en 2021 pour 220 066 m ³ rejetés ---> 87% de l'eau prélevée est rejetée. L'eau provenant de la Saône alimente les processus de fabrication et de refroidissement : sablerie (mélangeur, refroidisseur,...), l'arrosage tambour, la Fonderie (circuit vide moulage, refroidissement armoires électriques, circuit de granulation, centrale), appoint granulation, arrosage tuyau fumées fusion. Depuis 2020, des investissements réguliers ont été effectués dans des systèmes aérothermes pour limiter les consommations en eau. En août 2022, ce système a été déployé au niveau du tunnel. L'eau passe désormais dans un caisson de refroidissement et non plus dans un échangeur. C'est un système de ventilateur qui refroidit l'eau. La quantité d'eau utilisée pour le process et l'appoint des circuits de refroidissement et de secours, est directement proportionnelle à la production à réaliser. Il est donc difficile de faire des économies sur cette partie sans baisser le niveau de production. Des réductions des prélèvements d'eau notables ne sont possibles que si l'usine arrête sa production pendant 1 semaine minimum, les arrêts/redémarrages rapprochés engendrent de grosses consommation d'eau. L'entreprise limite au maximum les consommations d'eau : karcher cadencé, plus de lavage, ni de test... Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées. FIDAY Gestion démontre que ses besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées pour continuer sa production en cas de crise sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m ³ par an : - registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100m ³ /j mis à disposition des services de contrôle.
Constats : La consommation nette d'eau par jour est inférieure à 100m ³ . Il existe un registre hebdomadaire du suivi des prélèvements d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Adaptation des prescriptions sur les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article Art. 2
Thème(s) : Risques chroniques, Sensibilisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel est informé du seuil sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation des produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.
Constats : Le personnel a été informé oralement
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Adaptation des prescriptions sur les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article Art. 2
Thème(s) : Risques chroniques, Sensibilisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les pollutions accidentelles sont affichées dans les locaux d'exploitation ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.
Constats : Il existe des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les pollutions accidentelles. Ces consignes doivent être affichées dans les locaux d'exploitation ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article Art. 2
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Renforcement du suivi des consommations (par exemple passage d'hebdomadaire à journalier, journalier à 2 fois par jour...)
Constats : Passage d'une surveillance hebdomadaire à une surveillance bi-hebdomadaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article Art. 2
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- arrosage des pelouses et lavage des véhicules interdits- prélèvements d'eau réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation- les test à l'eau sont limités- les économies d'eau réalisées sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection
Constats : Des mesures ont été prises pour limiter la consommation d'eau : <ul style="list-style-type: none">- plus arrosage des pelouses et lavage des véhicules interdits- prélèvements d'eau réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation- les test à l'eau sont limités- les économies d'eau réalisées sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article Art. 3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>l'exploitant met en place un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents.</p>
Constats : L'autosurveillance est réalisée par la société MAPE accréditée COFRAC, les résultats ne sont pas renseignés dans GIDAF, le cadre GIDAF est à actualiser par l'inspection pour ce qui concerne le rejet externe "canal venturi".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prélèvements autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2016, article Art. 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : pélèvements max autorisés : - eau de surface : canal de dérivation de la Saône : 200 000 m3/an - eau souterraine nappe / 50 230 m3/an - réseau public : AEP : 7 430 m3/an
Constats : prélèvements 2021 : - eau de surface : canal de dérivation de la Saône : 252 649 m3 - eau souterraine nappe : 17 099 m3 - réseau public : AEP : 9 031 m3/an max L'exploitant indique qu'il sera en mesure de respecter les prélèvements maximum autorisés en 2022, les consommations à ce jour n'indiquent pas qu'il y ait un risque de dépassement des consommations max autorisées pour 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2016, article Art. 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis et daté par l'exploitant et régulièrement mis à jour, notamment à chaque modification notable...
Constats : Un schéma partiel des réseaux a été montré à l'inspection, il conviendra de le compléter et d'indiquer la localisation des points de rejets, des séparateurs hydrocarbures, des différents réseaux, et d'y faire figurer une légende. Il devra être lisible et compréhensible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet